

La guerre froide sans les blocs ?

Reprenons, à la lumière des développements qui précèdent, la question posée au début de cet ouvrage. Sommes-nous dans les années 1910 ou 1930, dans une compétition de grandes puissances ou de nationalismes, avec le risque d'un conflit mondial ? ou plutôt dans les années 1950, au début d'une nouvelle guerre froide ?

Les années 1910 furent celles du choc des empires, de conflits régionaux présageant la Grande Guerre. Les démocraties libérales s'apprêtaient à faire face aux régimes autoritaires dans ce qui allait être un terrible bain de sang. Il fallait, dira le président américain Woodrow Wilson en 1917, « *rendre le monde sûr pour la démocratie* », car c'était une guerre dans laquelle « *la civilisation elle-même était en jeu*¹ ». Les années 1930 présentent encore davantage de traits communs avec notre monde : une succession d'agressions par de grands pays revanchistes qui refusent ce qu'ils considèrent comme le comportement dominateur du monde anglophone, des annexions illégales justifiées par de faux référendums – dans un contexte de crise économique, de montée des populismes et des nationalismes –, des régimes fascistes, voire totalitaires, qui

ne peuvent être considérés comme des *justi hostes*, des adversaires respectables.

Ces analogies ne peuvent être poussées trop loin. Au *xxi*^e siècle, les sociétés libérales ont perdu, et c'est heureux, leur appétence pour la guerre. Le système international ne s'est pas effondré devant les coups de boutoir des puissances révisionnistes. Surtout, l'ombre portée des armes nucléaires donne une coloration particulière au risque de grande guerre.

La guerre froide est bel et bien de retour

L'analogie de la guerre froide, elle, n'est en apparence que peu pertinente. La Russie et la Chine d'aujourd'hui ne cherchent pas à imposer une idéologie universaliste. Alors que le bloc de l'Est se voulait autarcique – le commerce entre les États-Unis et l'Union soviétique était quasiment inexistant –, elles sont intégrées dans l'économie mondiale. Leurs sociétés consuméristes ressemblent davantage aux nôtres que ce n'était le cas pour l'URSS ou la Chine de l'époque. Leurs ressortissants résident ou voyagent dans les pays occidentaux, leurs enfants y font leurs études.

Les traits communs avec la période des années 1950 sont pourtant de plus en plus frappants. La fracturation politique et économique qui se dessine aujourd'hui se double, on l'a dit, d'une séparation sociétale et culturelle, qui se reflète dans les divergences d'opinions. Une méta-étude montre que, depuis dix ans, les sociétés démocratiques se disent de plus en plus proches des États-Unis, alors que dans le monde en développement, la Russie et la Chine ont gagné en popularité². La guerre

d'Ukraine...
nouvelle...
Corée, ...
et la Russie...
l'admin...
Snowden...
la Chine...
dessine. L...
taciturne...
en octobre 20...
Winston Churchill
de fer ». L'ann...
à regret que...
d'une guerre...
froide » entre...
des Américain...
qui passait au...
de faire un rap...
en 1957. Le r...
presque paria...
est allé l'observ...
guerre froide...
justement adm...
en 1962. Et c...
Washington d'...
(« Asia First »...
À l'espionnag...
tions démocrati...
le fantasme lui...
un infiltré deve...
une compétition...
trous les contin...
d'Amérique lat...

d'Ukraine serait-elle le grand conflit fondateur de cette nouvelle période, l'équivalent de la terrible guerre de Corée, souvent oubliée en Europe ? Entre l'Amérique et la Russie, les ponts avaient déjà été affaiblis sous l'administration Obama, notamment du fait des affaires Snowden et Magnitski. Ils sont désormais coupés. Avec la Chine, c'est bel et bien une rivalité systémique qui se dessine. L'Amérique en avait pris acte de manière spectaculaire par un discours du vice-président Mike Pence en octobre 2018, qui faisait écho à celui donné par Winston Churchill en mars 1946 évoquant un « *rideau de fer* ». L'année suivante, Henry Kissinger constatait à regret que le monde était entré dans les « *contresorts d'une guerre froide*³ ». Les Japonais parlent de « *paix froide* » entre Tokyo et Pékin⁴. Début 2023, les plus âgés des Américains ayant observé le ballon-espion chinois qui passait au-dessus du territoire n'ont pu s'empêcher de faire un rapprochement avec le survol du *Spoutnik* en 1957. Le télescopage du passé et du présent fut presque parfait : c'est un avion de surveillance U2 qui est allé l'observer, un appareil rendu célèbre pendant la guerre froide, et, au musée militaire de Pékin, on peut justement admirer les restes de l'un d'entre eux, abattu en 1962. Et comme dans les années 1950, on débat à Washington d'une éventuelle priorité à donner à l'Asie (« *Asia First* ») au détriment de l'Europe.

À l'espionnage et aux tentatives d'influencer les élections démocratiques occidentales – qui peuvent rappeler le fantasme hollywoodien du « *candidat manchou* », un infiltré devenant président des États-Unis –, s'ajoute une compétition stratégique de plus en plus aiguë sur tous les continents, avec pour enjeu le soutien des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

L'Amérique renoue avec l'arme des sanctions économiques contre la Russie, mais aussi la Chine, un pays riche et performant comme semblait l'être l'Union soviétique jusque dans les années 1970. Comme dans les années 1980, elle a cherché à persuader les Européens de ne pas importer de gaz russe (voir la construction du gazoduc transsibérien à l'époque), et les Japonais de ne pas exporter de technologie informatique (voir l'affaire Toshiba). La décision américaine du 7 octobre 2022, visant à dénier à la Chine l'accès aux semi-conducteurs avancés, américains ou non, à travers la maîtrise des chaînes de valeur, fut à cet égard un vrai tournant. La compétition redevient aussi spatiale avec une nouvelle course à la Lune, mais elle s'étend dans les nouveaux domaines technologiques tels que l'intelligence artificielle. Pour la première fois depuis 1958, l'Amérique s'est dite prête à partager sa technologie de propulsion nucléaire avec un allié, en l'espèce l'Australie.

C'est aussi désormais, on l'a dit, une compétition idéologique entre modèles politiques alternatifs. La Russie se prétend garante des valeurs traditionnelles de l'Europe et se fait le chantre de l'illibéralisme. Ayant violé les normes d'Helsinki, celles de la coexistence pacifique en Europe, elle semble vouloir un nouveau Yalta. La Chine, pour sa part, convaincue de la « *supériorité du communisme* », estime inéluctable sa victoire finale. Elle évoque depuis une décennie un « *grand combat* » entre deux modèles, le besoin de transformer le monde pour que « *le capitalisme meure et le socialisme l'emporte* ». C'est bel et bien, pour elle, une concurrence entre deux types d'idéologies et de modèles : consensus de Pékin (le marché sans la liberté) contre celui de Washington (la liberté et le marché). Comme au temps

de la guerre froide, l'ennemi n'est pas le présent mais le futur. L'Amérique s'efforce de promouvoir des normes de sécurité militaire – telles que la prévention des armes demain, sur le climat – sur la sécurisation de la non-prolifération nucléaire dans le cyberspace pour la Russie.

De nouveaux blocs ?

Test important de la guerre froide : de nouvelles hypothèses. La réponse est négative.

Première hypothèse : voit-on pas actuellement un test important de la guerre froide ? Ce que l'on voit ne correspondrait pas à un développement et à un jour été moins un test d'un modèle de guerre aussi les trente-huit

de la guerre froide, l'Amérique craint l'influence de l'ennemi sur Hollywood. Un « *Comité sur le danger présent* » a été recréé en 2019, cette fois pour alerter l'Amérique sur les dangers de la Chine communiste.

La guerre froide n'empêchait ni l'entente occasionnelle pour la préservation d'intérêts communs – la non-prolifération nucléaire en particulier –, ni l'édiction de normes de comportement pour éviter l'escalade militaire – telles que la notification des exercices ou la prévention des incidents en mer. Ce sera peut-être le cas demain, sur le climat possiblement, plus probablement sur la sécurisation des flux maritimes, ou, encore, la non-prolifération nucléaire. On voit aussi l'Amérique s'efforcer de proposer des normes de comportement dans le cyberspace, avec Bush pour la Chine, et Biden pour la Russie.

De nouveaux blocs ?

Test important pour valider l'analogie de la guerre froide : de nouveaux blocs sont-ils en train de se constituer ? La réponse doit être mesurée, en examinant deux hypothèses.

Première hypothèse : l'Orient contre l'Occident. Ne voit-on pas actuellement un « *Ouest Global* » se former⁵ ? Ce que Moscou appelle « *l'Occident collectif* » ne correspondrait-il pas à une certaine réalité, au croisement imparfait de l'économie et de la politique, du développement et de la démocratie ? L'Occident a toujours été moins une zone géographique que l'incarnation d'un modèle de société. Au cœur de celui-ci, le G7, mais aussi les trente-huit États membres de l'OCDE (dont

quatre latino-américains, trois asiatiques, et Israël). En 2022, l'OTAN et l'UE ont retrouvé un pouvoir magnétique : la Suède, la Finlande et l'Ukraine veulent rejoindre l'organisation transatlantique au plus vite, l'Ukraine et la Moldavie ont fait acte de candidature à l'Union, et le Danemark a rejoint ses activités de défense. Pour la première fois, en 2022, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud ont été invités à un Sommet de l'OTAN, et Séoul s'affirme comme un pourvoyeur majeur d'armements à Kyiv. On renforce le Quad (États-Unis, Inde, Japon, Australie), on crée l'AUKUS (*Australia-United Kingdom-United States*), et certains rêvent à une « *charte de l'Indo-pacifique* » faisant écho à celle de l'Atlantique (1941).

Contrairement à ce qu'affirment certains observateurs français, nous ne sommes pas entrés dans le temps de la « *diplomatie transactionnelle* » (on se demande quand la diplomatie ne l'a pas été) ou de « *l'amour libre* » géopolitique. L'Inde ne veut pas s'engager dans une relation intime avec les États-Unis ? Rien de nouveau. L'Arabie saoudite dit non à l'Amérique ? Ce n'est pas exactement la première fois, outre qu'il n'existe pas d'alliance militaire formelle entre Riyad et Washington. Seul le flirt poussé entre Ankara et Moscou trouble ce jeu – mais la Turquie ne semble pas avoir l'intention de quitter le foyer occidental. Les alliances contemporaines, au sens formel d'engagements de défense, sont bien plus stables que celles du passé. Les nouveaux partenariats s'ajoutent aux anciens plutôt qu'ils ne s'y substituent : les États du Golfe, par exemple, aiment à dire qu'ils diversifient leurs portefeuilles de sécurité, comme ils l'avaient fait en signant des accords de défense avec la France après la guerre de 1991.

De l'autre côté, un Est global semble se consolider. Au « *partenariat sans limite* » entre la Russie et la Chine s'ajoute la Biélorussie passée sous la coupe du Kremlin, et une Corée du Nord qui ne peut se permettre de rompre avec Pékin. La Syrie et l'Érythrée, qui se sont rangées avec Moscou à l'ONU lors du vote des résolutions sur l'Ukraine, ne sont pas loin, le Venezuela non plus. Mais c'est surtout l'Iran qui retient l'attention. Au cœur de « *l'axe du Mal* » fantasmé par George W. Bush, et observé avec bienveillance par certains nationalistes russes, sa coopération militaire avec Moscou a été décrite par Emmanuel Macron comme un « *multilatéralisme du terrorisme*⁶ ». La Chine, la Russie et l'Iran formeraient-ils une nouvelle Ligue des trois empereurs ? Leur intégration économique et militaire ne cesse en tout cas de s'affirmer, donnant corps à la coalition anti-hégémonique déjà espérée par Evgueni Primakov, le maître de la politique étrangère russe sous Eltsine.

Le groupe des cinq membres permanents de l'ONU incarnerait ainsi une nouvelle division claire du monde, avec trois Occidentaux d'un côté et deux Orientaux de l'autre.

De là à parler de deux blocs ? Ce serait très excessif. Si les espaces de flou « États neutres ou non-alignés » se réduisent en Europe, ils se développent ailleurs. Le réseau d'alliances et de partenariats du début du XXI^e siècle n'est pas équivalent à ceux du XX^e. Il est asymétrique. La Russie compte cinq alliés formels alors que Washington en a... cinq douzaines. Et encore, son propre réseau, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), est aujourd'hui fragilisé, tandis qu'elle n'a pas plus réussi à recréer un bloc économique autour d'elle malgré

son initiative d'Union économique eurasiatique, qui n'a séduit que quatre de ses voisins. Nul équivalent à l'Internationale communiste n'existe aujourd'hui. La Chine et surtout l'Inde, les deux plus grands pays du monde en nombre d'habitants, ne veulent pas signer d'engagements de défense. Malgré la proximité entre le Pakistan et la Chine, Islamabad insiste sur le fait qu'il ne veut faire partie d'aucun bloc (et Pékin fait savoir qu'elle ne soutiendrait pas n'importe quelle aventure pakistanaise contre l'Inde). En fait, la Chine communiste a toujours affirmé que le système d'alliances des États-Unis était une couverture pour l'hégémonie. Plutôt qu'un bloc de Pékin, elle préfère tisser un réseau de tributaires qui ont fait le pari de « *la Ceinture et la Route* », tels que le Cambodge, la Corée du Nord, l'Éthiopie, le Mozambique, le Pakistan, la Serbie. Quoi qu'en disent certains observateurs, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) n'est nullement « *un nouveau pacte de Varsovie ou une OTAN orientale*⁷ ». D'ailleurs, l'Inde, proche des États-Unis, en est membre. Le Quad n'est pas non plus une « *OTAN indopacifique* » : elle ne comprend aucune coopération de défense⁸. Quant à l'AUKUS, elle consolide des alliances existantes et n'en crée pas une nouvelle. Certains pays formellement alliés des États-Unis, tels que la Turquie et la Hongrie, ou proches d'eux, comme le sont l'Arabie saoudite et l'Inde, ont montré à l'envi qu'ils souhaitent conserver des relations cordiales avec Moscou, Pékin, ou les deux. Au demeurant, Washington n'est pas aujourd'hui engagé dans une croisade exigeant à chacun de choisir son camp.

Il n'est pas beaucoup plus pertinent – c'est la deuxième hypothèse – d'évoquer de nouveau « *l'Ouest contre*

le Reste », ou ce que l'Ouest contre le Grand Sud le « *Sud global* ». des études décoloniales expression fourre-tout. L'OCS ne l'inclut pas des autoritaires assés portent sur la république appelée RATS (Russie, Arabie, Turquie, Chine, Brésil, Inde, Sud). Les seuls Suds économiques, les ce désormais le Groupe listée comme membre qu'elle en fasse part vingt membres du M Organisés pour coopérer votent en fait bien vu à l'occasion des qui ont vu un grand les Occidentaux, ce et un tout petit non. C'est cet ensemble combiné avec le attirant ainsi, en que comme Mao Zedong Pékin en contournant en s'appuyant sur le sur le « *Sud global* » est hostile et s'impose tournable au milieu

le Reste », ou ce que l'on pourrait appeler le Grand Ouest contre le Grand Sud, ou « l'Ouest global » contre le « Sud global ». Cette notion de Sud global, issue des études décoloniales, laisse perplexe. Il s'agit d'une expression fourre-tout plutôt qu'un ensemble cohérent. L'OCS ne l'incarne pas vraiment : cette amicale des autoritaires associés, dont les principaux travaux portent sur la répression *via* sa structure drôlement appelée RATS (*Regional Anti-Terrorist Structure*), comprend la Russie, comme d'ailleurs le groupement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Les seuls Sud qui ont du sens sont, sur le plan économique, les cent trente-quatre pays que compte désormais le Groupe des 77 « *plus la Chine* » (qui est listée comme membre du groupe mais ne considère pas qu'elle en fasse partie) et, sur le plan politique, les cent vingt membres du Mouvement des non-alignés (MNA). Organisés pour coordonner leurs positions à l'ONU, ils votent en fait bien souvent en ordre dispersé : on l'a vu à l'occasion des résolutions condamnant la Russie, qui ont vu un grand nombre d'entre eux voter avec les Occidentaux, certains adopter une position neutre, et un tout petit nombre se ranger du côté de Moscou. C'est cet ensemble que Pékin – qui vote presque systématiquement avec le Groupe des 77 – cherche à séduire, attirant ainsi, en quelque sorte, le Sud vers l'Est : « *Tout comme Mao Zedong était arrivé à prendre le pouvoir à Pékin en contournant les villes qui lui étaient hostiles et en s'appuyant sur les campagnes, Xi entend s'appuyer sur le "Sud global" pour contourner un Nord qui lui est hostile et s'imposer comme une puissance incontournable au milieu du siècle*⁹. »

Mais la plupart des pays du monde ne veulent pas choisir un camp.

Leurs opinions nationales sont souvent divisées : dans les enquêtes, les Brésiliens, les Sud-Africains et les Indiens se partagent entre une préférence pour les règles et normes américaines, européennes, et celles du monde en développement¹⁰. Israël compte autant de ressortissants d'origine ukrainienne que d'origine russe.

La volonté de ne pas déplaire à la Russie peut être justifiée par des choix géopolitiques : l'Inde a besoin de Moscou dans sa confrontation avec la Chine, le Brésil considère que la Russie est un élément essentiel d'un monde multipolaire.

Certains veulent tout simplement pouvoir « avoir un *McDonald's* et un *Burger King* dans la même rue » et préservent d'autant plus jalousement leur autonomie stratégique, ou ce que Delhi appelle le multi-alignement, que leur souveraineté est récente. Peut-être y a-t-il encore quelque chose de vrai dans les mots d'Alfred Sauvy : « *le troisième monde [...], ce tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut, lui aussi, être quelque chose*¹¹ ».

Les intérêts économiques ne sont pas absents des calculs de pays tels que le Brésil, les Émirats arabes unis, l'Inde ou la Turquie. D'autres craignent tout autant d'être sanctionnés par l'Occident que de subir des rétorsions de Pékin ou de Moscou.

Certains, toutefois, refusent de soutenir les pays occidentaux pour des raisons moins honorables. Il convient de ne pas négliger l'importance de ce sentiment toxique qu'est la *Schadenfreude*, la jouissance de la souffrance d'autrui. Les motifs ? Un supposé deux poids, deux mesures, en référence à l'invasion de

l'Irak – la France et
placées pour réfuter
du Golan – comme
celles des autres
jamais agressé son
manque d'attention
problèmes. Ce qui
négliger à la fois le
normes internationa
atteint, les réactions
vont ainsi, écrivait
la Schadenfreude au
du ressentiment et
*de l'hybris punie*¹²
manifester par proc
Washington.

On entend aussi
tant de la guerre fro
l'Afrique du Sud à l
anticolonialiste, sout
La propagande russ
tique, en dépit de l
du Sud que les sanct
leurs problèmes éco
le discours du Krem
qui fait appel aux va
ce qui ne manque pa
« *Le grief est un élé*
la relation entre l'Ap
passé colonial est e
produire des conséq
fait, une entrée aux
par ce passé colonial

l'Irak – la France et l'Allemagne étant d'ailleurs bien placées pour réfuter ce récit – ou encore à l'annexion du Golan – comme si les turpitudes des uns excusaient celles des autres (et en oubliant que l'Ukraine n'a jamais agressé son voisin) –, ou encore un prétendu manque d'attention de l'Occident pour leurs propres problèmes. Ce qui autoriserait les pays concernés à négliger à la fois les souffrances ukrainiennes et les normes internationales. Chaque fois que l'Occident est atteint, les réactions dans une grande partie du monde vont ainsi, écrivait ainsi Pierre Hassner en 2005, « *de la Schadenfreude au sentiment d'un équilibre rétabli, du ressentiment et de l'esprit de vengeance à l'idée de l'hybris punie*¹² ». Soutenir la Russie, c'est ainsi manifester par procuration son déplaisir à l'égard de Washington.

On entend aussi dans leurs réactions un écho distant de la guerre froide : pour nombre d'entre eux, de l'Afrique du Sud à l'Inde, Moscou reste l'alliée fidèle, anticolonialiste, soutenant les mouvements de libération. La propagande russe sait utiliser ce souvenir romantique, en dépit de l'évidence. Elle convainc les pays du Sud que les sanctions occidentales sont la cause de leurs problèmes économiques. Elle sait aussi présenter le discours du Kremlin comme celui d'un homme fort qui fait appel aux valeurs conservatrices et religieuses, ce qui ne manque pas de séduire certaines populations. « *Le grief est un élément important pour comprendre la relation entre l'Afrique et l'Occident : la réalité du passé colonial est encore très récente, et continue à produire des conséquences et des effets. Cela offre, de fait, une entrée aux pays qui ne sont pas concernés par ce passé colonial : c'est le cas de la Russie et de la*

Turquie », dit-on sur le continent africain¹³. « Moscou nous montre du respect », entend-on au Brésil. Un pays dont l'élite, comme souvent en Amérique latine, reste marquée par l'anti-américanisme.

Nombre d'entre eux, par ailleurs, ne détestent pas le concept de sphères d'influence et estiment normal que Moscou ou Pékin fassent ce qu'elles veulent dans leur environnement régional, comme l'Arabie saoudite au Yémen, par exemple. (Ce à quoi l'on peut rétorquer que l'analogie pertinente est en fait l'annexion du Koweït par l'Irak en 1991, que la plupart des pays arabes avaient condamné.) Selon ce récit, l'Occident serait coupable d'avoir cherché à s'étendre jusqu'à la frontière russe.

D'autres, enfin, attendent plus cyniquement de voir qui prendra l'avantage : ce sont des *hedgers*, comme on dit dans le monde de la finance, qui pourraient un jour être l'équivalent des *Swing States* des élections américaines. Le *hedging* plutôt que le *balancing* (équilibre) ou le *bandwagoning* (suivisme), ces désormais catégories traditionnelles des relations internationales : décidément, la notion de « blocs » ne paraît plus guère pertinente.

Deux mondes

S'il est une distinction valable, c'est au fond celle qui sépare géographiquement, mais surtout politiquement et culturellement, deux mondes, deux familles, *clusters* ou encore constellations, aux contours flous.

Le renforcement du couple sino-russe et la consolidation de l'Occident redonnent vigueur à la vieille

distinction entre telles premières incarnées par et les routes de la so l'ensemble euro-atlant États de l'Indopacifique reste « libre et ouvert

La modernisation spectaculaire du Japon l'ensemble occidental, démocratie en Occident le vieux concept de d il n'est nullement exa rale favorable à l'autoc famille antilibérale qu au contraire – à la not deux modèles de capita étatique. (L'économiste « choc des capitalisme que la double fracture plus haut est, depuis u visible dans les opinion bitants des démocraties de la Russie et 75 % de d'habitants du reste d de la Russie et 70 % de les plus tranchées (dec l'image d'une grande sont au nombre de so (et représentent 2,5 mi de dollars de PIB), et milliards de personnes,

Au-delà, cette guerre large mesure des natio

distinction entre tellurocraties et thalassocraties, les premières incarnées par le projet eurasienn de la Russie et les routes de la soie chinoises, et les secondes par l'ensemble euro-atlantique désormais accompagné des États de l'Indopacifique qui souhaitent que ce dernier reste « *libre et ouvert* ».

La modernisation asiatique, ainsi que l'insertion spectaculaire du Japon et de la Corée du Sud dans l'ensemble occidental, et tout autant les reculs de la démocratie en Occident, interdisent de renouer avec le vieux concept de despotisme oriental. En revanche, il n'est nullement exagéré d'évoquer une famille libérale favorable à l'autodétermination des nations, et une famille antilibérale qui ne trouve rien à redire – bien au contraire – à la notion de sphères d'influence ; avec deux modèles de capitalisme, l'un méritocratique, l'autre étatique. (L'économiste Branko Milanović parle ainsi de « *choc des capitalismes*¹⁴ ».) Ceci est d'autant plus vrai que la double fracture politique et économique décrite plus haut est, depuis une décennie, de plus en plus visible dans les opinions. Si 87 % des 1,2 milliard d'habitants des démocraties libérales ont une vision négative de la Russie et 75 % de la Chine, 66 % des 6,3 milliards d'habitants du reste du monde ont une image positive de la Russie et 70 % de la Chine. Les pays aux opinions les plus tranchées (décalage d'au moins 15 points entre l'image d'une grande puissance et celle d'une autre) sont au nombre de soixante-quatre du côté américain (et représentent 2,5 milliards de personnes, 70 trillions de dollars de PIB), et quinze du côté sino-russe (2,3 milliards de personnes, 35 trillions de dollars de PIB)¹⁵.

Au-delà, cette guerre des mondes oppose dans une large mesure des nations aux traits anthropologiques

différents. D'un côté des sociétés plus modernes, caractérisées par la parenté bilatérale, la primauté de l'individu, et le progressisme culturel. De l'autre – la majorité de l'humanité – des sociétés plus traditionnelles, où domine la parenté patrilineaire, dans lesquelles la collectivité prime sur l'individu, et empreintes de conservatisme culturel¹⁶. Deux mondes, que séparent « *l'accent mis en Occident sur la dignité personnelle, et l'accent mis dans une grande partie du reste du monde sur la cohésion communautaire*¹⁷ ». Les origines anthropologiques des systèmes politiques avaient déjà été soulignées, en France notamment par Emmanuel Todd en 1983¹⁸. La séparation de l'Ukraine et de la Russie entrerait selon lui dans ce cadre : une société aux caractéristiques plutôt occidentales s'éloignerait d'une autre aux caractéristiques plus traditionnelles¹⁹.

Vers la guerre tiède

Il est tentant de distinguer trois ensembles plutôt que deux : l'un libéral, le deuxième autoritaire, le troisième émergent et correspondant au fameux Sud global. Toutefois, une telle distinction mettrait sur le même plan deux acteurs majeurs et un espace très disparate et peu structuré, sauf à l'ONU (Groupe des 77, MNA), ou dans le cadre d'une organisation régionale qui ne joue guère de rôle planétaire (l'OCS).

Deux familles, donc. L'une euro-atlantique et indo-pacifique, plutôt libérale, et dont l'alliance des puissances maritimes anglophones pourrait former la colonne vertébrale. L'autre continentale et eurasiatique, plutôt autoritaire, et dominé par un axe sino-russe. Des

distinctions qui restent approximatives, car, comme au temps de la guerre froide, « *on peut être stratégiquement dans le camp occidental et politiquement dans le camp autoritaire* », rappelle François Heisbourg²⁰. Au Sommet pour la démocratie organisé par l'administration Biden en 2021, la moitié des pays du monde étaient invités, y compris des États peu connus pour être des parangons de vertu démocratique – l'Angola, la République démocratique du Congo, l'Irak –, mais en revanche ni la Hongrie ni la Turquie.

Entre elles, c'est une épreuve de force politico-militaire hybride qui se dessine, un conflit qui empruntera aux nationalismes de la première partie du xx^e siècle et à la guerre froide de la seconde. Une guerre qui sera parfois chaude sur les marches des néo-empires, comme elle l'est aujourd'hui à l'ouest, et parfois froide comme elle le reste pour l'instant à l'est. Bref, une guerre tiède, qui sera émaillée de crises régionales et de conflits limités, mais restera probablement contenue, ne serait-ce que par le jeu de cette corde de rappel ultime qu'est la dissuasion nucléaire. Cet affrontement entre deux mondes pourrait durer plusieurs décennies, émaillé de chocs stratégiques et de réalignements. On peut être tenté, une nouvelle fois – comme au temps du conflit Est-Ouest –, par l'analogie de l'affrontement entre Sparte et Athènes. Ou encore de celui entre Rome et la Perse, et qui, lui, dura plusieurs siècles.